



DIRECTION DE LA LOGISTIQUE ET DES MOYENS GÉNÉRAUX

15 RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

TÉLÉPHONE : +33 (0)1 42 34 29 80

SENAT-DLMG 2025-05

APPEL D'OFFRES OUVERT

IMPRESSIONS

D.C.E.

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

JUILLET 2025

SOMMAIRE

Page

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ	4
2.1. Allotissement	4
2.2. Fractionnement du marché.....	4
2.3. Montants maximaux du marché.....	4
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ	4
3.1. Durée reconductible du marché	4
3.2. Atteinte du maximum contractuel d'un lot	5
3.3. Prolongation du marché par ordre de service	5
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 - INTERLOCUTEURS DES DEUX PARTIES	5
5.1. Pour le compte du Sénat,	5
5.2. Pour le compte du titulaire.....	6
ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ	6
6.1. Forme du prix	6
6.2. Modalités de révision des prix	7
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	7
7.1. Bons de commande.....	7
7.1.1. <i>Éléments communs à tous les lots</i>	7
7.1.2. <i>Pour les lots n^{os} 1 et 2</i>	7
7.1.3. <i>Pour le lot n° 3</i>	8
7.2. Bon à tirer	9
7.2.1. <i>Pour le lot n^{os} 1 et 2</i>	9
7.2.2. <i>Pour le lot n° 3</i>	9
7.3. Conservation des fichiers.....	9
7.4. Modalités de livraison.....	9
7.4.1. <i>Adresses de livraison et accès</i>	9
7.4.2. <i>Règles d'accès – obligation de neutralité et de discrétion</i>	10
7.4.3. <i>Badges d'accès et immatriculation des véhicules</i>	10
7.4.4. <i>Bons de livraison</i>	11
7.5. Délais de livraison	11
7.5.1. <i>Lots n^{os} 1 et 2</i>	11
7.5.2. <i>Lot n° 3</i>	12
7.6. Autres obligations du titulaire.....	12
7.6.1 <i>Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé</i>	12
Ces pièces sont envoyées à l'adresse suivante :.....	12
7.6.2. <i>Obligation de confidentialité</i>	12
7.6.3. <i>Obligation d'informer le pouvoir adjudicateur</i>	12
7.6.4. <i>Sous-traitance</i>	13

7.6.5. Suivi des prestations par le titulaire.....	13
ARTICLE 8 - ADMISSION	13
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	13
ARTICLE 10 - FACTURATION	14
10.1. Préfacturation (lot n° 3)	14
10.2. Facturation	14
10.3. Délais de paiement et intérêts moratoires	15
ARTICLE 11 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	16
ARTICLE 12 - RETARDS ET PÉNALITÉS	16
12.1. Pour les lots n°s 1 et 2	17
12.2. Pour le lot n° 3	17
12.3. Pour l'ensemble des lots	18
ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ – GARANTIE D'EXÉCUTION.....	18
ARTICLE 14 - CONVENTION SUR LA PREUVE.....	19
ARTICLE 15 - LANGUE	19
ARTICLE 16 - CONTENTIEUX	19
ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	19
ANNEXE - DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES	20

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché porte sur l'impression de documents administratifs, de communication et parlementaires. Le lot n° 2 est réservé aux entreprises adaptées et aux établissements et services d'aide par le travail, en application des articles L. 2113-12 et R. 2113-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

2.1. Allotissement

Ce marché comporte **trois lots** :

- lot n° 1 : impressions administratives et de communication, repiquage, impression d'enveloppes et de cartons, numérisation et impression de plans d'architecture ;
- lot n° 2 : cartons de correspondance et papier à en-tête (lot réservé aux entreprises adaptées et aux établissements et services d'aide par le travail, en application des articles L. 2113-12 et R. 2113-7 du code de la commande publique) ;
- lot n° 3 : documents parlementaires.

2.2. Fractionnement du marché

Ce marché est un accord-cadre mono-attributaire, s'exécutant par l'émission de bons de commande qui peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché (articles R. 2162-2, second alinéa, à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique), sans minimum mais soumis aux maxima prévus à l'article 2.3.

2.3. Montants maximaux du marché

En application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, la valeur maximale d'achats susceptibles d'être commandés pendant la durée totale d'exécution, reconductions comprises, de l'accord-cadre est la suivante :

- lot n° 1 (impressions administratives et de communication, repiquage, impression d'enveloppes et de cartons, numérisation et impression de plans d'architecture) : 540 000 euros hors taxes ;
- lot n° 2 (cartons de correspondance et papier à en-tête) : 45 000 euros hors taxes ;
- lot n° 3 (documents parlementaires) : 1 140 000 euros hors taxes.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ

3.1. Durée reconductible du marché

Le marché s'exécute, sous réserve de sa notification, **à compter du 1^{er} février 2026**.

Il est conclu pour une durée d'un an, reconductible tacitement trois fois pour une même durée, soit une durée totale maximale de quatre ans. En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, la reconduction est tacite. Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d'en informer, par lettre recommandée

avec accusé de réception, le titulaire au moins trois mois avant la date de fin de la période concernée. Le titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction.

3.2. Atteinte du maximum contractuel d'un lot

Dans l'hypothèse où le montant maximal contractuel de l'un des lots défini à l'article 2.3 serait atteint ou sur le point d'être atteint, le lot concerné serait résilié à effet immédiat, sans indemnité pour le titulaire.

3.3. Prolongation du marché par ordre de service

Dans l'hypothèse où le marché s'achèverait sans qu'un nouveau marché ait pu entrer en vigueur, le titulaire de chaque lot serait tenu de continuer l'exécution du marché dans toutes ses conditions pour une durée qui ne pourrait excéder trois mois, sur simple ordre de service du directeur de la Logistique et des Moyens généraux.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constituant le marché sont, par priorité décroissante, les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) et le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vertu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021) ;
- les réponses au cahier des réponses attendues (CRA) ;
- le mémoire technique fourni à l'appui de l'offre ;
- les échantillons fournis à l'appui de l'offre ;
- les fichiers des documents parlementaires archivés par chaque titulaire dans le cadre de l'exécution du lot n° 3 du marché.

ARTICLE 5 - INTERLOCUTEURS DES DEUX PARTIES

5.1. Pour le compte du Sénat,

Le service responsable de la gestion du marché est la Direction de la Logistique et des Moyens généraux.

Pour l'exécution du marché, chaque direction dispose d'un interlocuteur responsable à savoir :

**Pour les lots n° 1 (partie impressions administratives, repiquage)
et n°2 (cartons de correspondance et papier à en-tête)**

Direction de la Logistique et des Moyens Généraux
MM. Romuald Mattéi et Gérard Rivierre
Téléphone : +33 (0)1 42 34 23 14 – +33 (0)1 42 34 37 11
Courriel : fournitures-lmg@senat.fr

Pour le lot n° 1 (partie impressions de communication)

Direction de la Communication
MM. Samir Hammal et M. Sinclair Besombes
Téléphone : +33 (0)1 42 34 24 35 ou 36 81
Courriel : s.hammal@senat.fr et s.besombes@senat.fr

Pour le lot n° 1 (partie numérisation et impression de plans d'architecture)

Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins
Mme Anne-Charlotte Kinget
Téléphone : +33 (0)1 42 34 32 01
Courriel : ac.kinget@senat.fr

Pour le lot n° 3 (documents parlementaires)

Direction de la Séance
Mme Dounya Chenoufi
Téléphone : +33 (0)1 42 34 23 83
Courriel : publications@senat.fr

5.2. Pour le compte du titulaire

Chaque titulaire mandate un responsable au sein de l'entreprise pour veiller à l'exécution du marché et être **l'interlocuteur permanent du Sénat.**

Ses coordonnées sont indiquées dans le cahier des réponses attendues (CRA).

La ligne téléphonique dont les coordonnées sont indiquées ne doit pas faire l'objet d'une tarification surtaxée.

ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ

6.1. Forme du prix

Le marché est conclu à prix unitaires.

Ces prix unitaires incluent l'ensemble des taxes, frais, coûts de transport, de conditionnement et sujétions de quelque nature que ce soit afférents à l'exécution des prestations. Ils comprennent aussi la gâche et la passe d'impression selon les usages de la profession.

Ils incluent également, concernant le lot n° 3, les frais de livraison à l'Assemblée nationale ou en tout autre lieu dans Paris *intra-muros*.

6.2. Modalités de révision des prix

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires) sont révisables.

Cette révision intervient chaque année à la date-anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse.

Il revient au titulaire de demander la mise en œuvre de la clause de révision du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. Il devra à cette fin adresser sa demande et son justificatif de calcul à la Direction de la Logistique et des Moyens généraux pour les lots n°s 1 et 2 et à la direction de la Séance pour le lot n° 3, au moins quinze jours avant la date de révision.

À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

$P = P_0 \times (I_n / I_0)$ dans laquelle :

P = prix révisés

P₀ : prix indiqués dans l'offre du titulaire.

I : indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18 – Travaux d'impression et de reproduction. Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764130.

I₀ correspond à la dernière valeur publiée de cet indice au mois de remise des offres (octobre 2025) ;

I_n : correspond à la dernière valeur publiée de cet indice au cours du mois précédent l'intervention de la révision.

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1. Bons de commande

7.1.1. Éléments communs à tous les lots

Le marché s'exécute par émission de bons de commande successifs, au fur et à mesure de la survenance des besoins du Sénat. Tout au long de la période d'exécution, chaque titulaire doit être en mesure de fournir l'ensemble des prestations définies dans le marché.

S'il a un doute sur la validité ou le contenu d'un bon de commande, le titulaire s'assure de son bien-fondé auprès du directeur du service émetteur du bon de commande ou de son représentant.

Les quantités indiquées sur le bon de commande sont impératives.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

7.1.2. Pour les lots n°s 1 et 2

Les bons de commande sont signés, selon les cas, par :

- le directeur de la Logistique et des Moyens généraux du Sénat ou son représentant (pour les lots n°1 - partie impressions administratives, repiquage et n°2) ;
- la directrice de la Communication du Sénat ou son représentant (pour le lot n° 1 - partie impressions de communication) ;

- le directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ou son représentant (pour le lot n° 1 - partie numérisation et impression de plans d'architecture).

Ils sont notifiés au titulaire par courrier électronique ou déposés sur une plateforme FTP selon les coordonnées indiquées dans le CRA.

Le bon de commande comporte les éléments suivants :

- la date de la commande ;
- un numéro de bon de commande ;
- le numéro de marché ;
- les références des articles commandés et leur désignation ;
- les quantités demandées ;
- les montants HT et TTC correspondants ;
- l'adresse de livraison ;
- la date de livraison souhaitée ;
- les jours et heures de réception des livraisons.

Le titulaire confirme par courrier électronique (à l'adresse indiquée sur le bon de commande) la bonne prise en compte de toute commande.

7.1.3. Pour le lot n° 3

Les bons de commandes sont émis par :

- le directeur de la Législation et du Contrôle ou son représentant ;
- le directeur de l'Initiative parlementaire et des Délégations ou son représentant ;
- la directrice de la Séance du Sénat ou son représentant.

Ils sont notifiés au titulaire par courrier électronique ou déposés sur une plateforme FTP selon les coordonnées indiquées dans le CRA.

Le bon de commande comporte les éléments suivants :

- la date et l'heure de la commande ;
- le numéro de marché ;
- le service émetteur du bon de commande et ses coordonnées ;
- le numéro de dépôt du document et la session parlementaire ;
- le type de document qui détermine les caractéristiques d'impression génériques décrites à l'article 9 du CCTP ou à défaut, les caractéristiques d'impression ;
- les caractéristiques du document (pagination, prix de vente, éventuelles pages couleur et/ou prestations complémentaires – jaquette, DVD, clef USB...) et le cas échéant la mention « retraitage » ;
- les quantités demandées à livrer au Sénat, détaillant le cas échéant plusieurs destinataires ;

- les quantités demandées à livrer à l'Assemblée nationale ;
- le cas échéant, les quantités demandées à livrer à une adresse spécifique qui sera précisée ;
- la date de livraison impérative qui s'entend, sauf mention contraire, le jour-dit entre 7h30 et 8h00 pour le Sénat et entre 9h00 et 10h00 pour l'Assemblée nationale.

Le titulaire confirme par courrier électronique (à l'adresse indiquée sur le bon de commande), la bonne prise en compte de la commande. Lorsque la transmission des fichiers est réalisée par courrier électronique, l'accusé de réception est renvoyé à l'ensemble des destinataires.

7.2. Bon à tirer

7.2.1. Pour le lot n^{os} 1 et 2

Les bons à tirer (BAT) des commandes « prêtes à flasher » doivent être transmis, par courrier électronique, dans les deux jours ouvrés¹ à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

En cas de demande du Sénat d'une épreuve couleur sur papier conformément à l'article 7 du CCTP, le délai ci-dessus est prolongé d'un jour ouvré.

7.2.2. Pour le lot n° 3

Les BAT des documents nécessitant une validation (couvertures, jaquettes, etc.) sont transmis « prêts à flasher » par courrier électronique, ou déposés sur le serveur FTP, dans les délais prévus à l'article 9.5 du CCTP, calculés par rapport à l'heure d'envoi du bon de commande.

7.3. Conservation des fichiers

Pour le lot n° 3, le titulaire conserve les fichiers transmis par le Sénat et les BAT validés pendant la totalité de la durée du marché. Sur demande du Sénat, le titulaire lui transmet de nouveau un BAT archivé.

7.4. Modalités de livraison

7.4.1. Adresses de livraison et accès

Les fournitures sont à livrer à l'adresse et selon les modalités figurant sur le bon de commande.

Les dimensions des véhicules de livraison doivent tenir compte de la configuration des lieux en particulier :

- pour la DLMG, de l'étroitesse de la rue Servandoni ;
- pour le Palais du Luxembourg, 15 *bis* rue de Vaugirard 75006 Paris, l'accès des camions n'est autorisé qu'aux véhicules non articulés d'un PTAC inférieur à 16 tonnes et de dimensions maximales : 2,50 mètres (largeur), 9 mètres (longueur) et 3,50 mètres (hauteur) ;

¹ Du lundi au vendredi hors les jours fériés

7.4.2. Règles d'accès – obligation de neutralité et de discrétion

Le personnel intervenant au Palais du Luxembourg ou dans ses annexes dans le cadre de l'exécution du marché est tenu de se conformer aux règles d'accès et de sécurité en vigueur au Sénat.

Il devra porter en permanence une carte professionnelle délivrée par le titulaire comportant une photographie d'identité et un insigne spécifique de l'entreprise visible sur les vêtements de travail. Il devra également être porteur du badge d'accès délivré par le Sénat.

Le personnel du titulaire intervenant dans les locaux du Sénat devra notamment observer une stricte obligation de neutralité et de discrétion. Il devra emprunter uniquement les accès et parcours qui lui seront désignés. Il lui est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties du Palais du Luxembourg ou de ses dépendances.

L'accès et le stationnement dans l'enceinte du Palais du Luxembourg sont autorisés dans les conditions mentionnées au présent article, sous réserve des contraintes d'activité du Sénat.

Le Sénat se réserve le droit d'interdire l'accès à ses locaux à l'employé ou au véhicule du titulaire non déclaré par le titulaire ou à tout employé non porteur de sa carte d'identité professionnelle et de son badge d'accès au Sénat.

Le personnel intervenant dans les locaux de l'Assemblée nationale dans le cadre de l'exécution du marché est tenu de se conformer aux règles d'accès et de sécurité en vigueur à l'Assemblée nationale.

7.4.3. Badges d'accès et immatriculation des véhicules

Pour le lot n° 1, concernant les livraisons intervenant au Sénat, le titulaire communique à la direction responsable du lot la copie de la pièce d'identité du livreur et le numéro d'immatriculation des véhicules concernés **au minimum 72 heures avant la livraison**.

Pour le lot n° 3, les badges d'accès nominatifs annuels seront remis au personnel du titulaire habilité à intervenir régulièrement dans les locaux du Sénat. La demande est à adresser par courrier électronique à la direction de la Séance, accompagnée d'une copie de la pièce d'identité et d'une photo d'identité récente, **au plus tard sept jours avant le début de l'exécution du marché** ou du changement d'intervenant ou de remplacement ponctuel.

Il en sera de même pour les demandes de renouvellement de ces cartes d'accès annuelles.

Chaque intervenant devra présenter son badge lors de tout accès au site et le porter sur lui en permanence.

Ces badges permettent l'accès au Sénat, qui est un site très sensible sur le plan sécuritaire. Chaque intervenant devra en prendre le plus grand soin.

En conséquence :

- toute perte devra être immédiatement déclarée à la Direction de la Logistique et des Moyens généraux ou au Poste Central (PC) Sécurité (01 42 34 21 04) en dehors des horaires d'ouverture du Sénat ;
- à l'expiration de leur période de validité, les badges devront être restitués à la Direction de la Logistique et des Moyens généraux, par lettre recommandée

avec avis de réception ou en main propre contre décharge. Il en va de même des cartes d'accès délivrées à des personnes qui cessent d'intervenir au Sénat ou de faire partie du personnel des entreprises titulaires ou de leurs sous-traitants.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le Sénat se réserve le droit de refuser ou de retirer, discrétionnairement, ce titre d'accès aux personnels du titulaire ou de ses sous-traitants.

Il en sera de même pour les demandes éventuelles de prolongation de la durée de validité du titre d'accès.

Toute perte de badge ou négligence le concernant, ainsi que la communication à des tiers du lien de saisie des demandes de badges, constitueront un manquement grave à la sécurité et seront sanctionnées à ce titre, conformément aux pénalités prévues au marché, du simple fait de leur constatation et ce, sans nécessité d'une mise en demeure préalable.

À l'expiration de la période de validité, les cartes d'accès devront être restituées au Sénat.

7.4.4. Bons de livraison

Les impressions livrées sont accompagnées **d'un bon de livraison** à l'en-tête du fournisseur, établi en double exemplaire, mentionnant :

- le numéro du bon de commande ou, pour le lot n° 3, le numéro de dépôt du document et la session parlementaire ainsi que la date de la commande ;
- le lieu de livraison ;
- la date de livraison ;
- les références et désignations des articles livrés, ainsi que leurs quantités et les destinataires tels que mentionnés sur le bon de commande ;
- dans le cas d'un retraitage (lot n° 3), la mention « Retirage » et le destinataire du retraitage.

7.5. Délais de livraison

Pour les lots n°s 1 et 2, le délai de livraison applicable (dans la limite des maxima indiqués à l'article 7.5.1) est celui que le titulaire indique dans le cahier des réponses attendues et qu'il s'engage à respecter, ce délai étant celui retenu pour l'application d'éventuelles pénalités.

Pour le lot n° 3, les délais sont ceux indiqués à l'article 9.8 du CCTP.

7.5.1. Lots n°s 1 et 2

- **pour la partie Impressions administratives et de communication du lot n° 1 et pour le lot n° 2 : 30 jours calendaires et 10 jours calendaires en cas d'urgence signalée lors de la commande, à compter de la réception du bon à tirer ;**

- **pour la partie Repiquage du lot n° 1** : 10 jours calendaires et 3 jours calendaires **en cas d'urgence signalée** lors de la commande, à compter de la réception du bon à tirer.

7.5.2. Lot n° 3

Les délais de livraison, détaillés à l'article 9.8 du CCTP, sont à la fois **contraints et impératifs**.

7.6. Autres obligations du titulaire

7.6.1 Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se conformera à la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé.

Il fournira tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail (déclaration relative à la lutte contre l'emploi dissimulé ou formulaire NOTI 1 du ministère de l'Économie et des Finances).

Ces pièces sont envoyées à l'adresse suivante :

Sénat
Direction de la Logistique et des Moyens généraux
15 rue de Vaugirard
75291 PARIS CEDEX 06

En cas de non-satisfaction des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail en matière de lutte contre le travail dissimulé, le marché pourra être résilié pour faute, sans indemnités.

7.6.2. Obligation de confidentialité

Le titulaire doit respecter une obligation générale de confidentialité pour les prestations du présent marché. Il lui est interdit de faire une quelconque publicité sur les prestations faisant l'objet du marché sans autorisation préalable du Sénat.

Aucun renseignement concernant le marché ou obtenu à l'occasion de son exécution ne doit être donné par le titulaire ou son personnel à des personnes étrangères au marché. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise au pouvoir adjudicateur

7.6.3. Obligation d'informer le pouvoir adjudicateur

Le titulaire informe immédiatement le Sénat de toute procédure de redressement judiciaire ou de liquidation qui serait mise en œuvre à son encontre.

De même et afin que soient prises les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution des prestations, le titulaire doit informer le Sénat, dans les meilleurs délais, des modifications affectant son statut (fusion, cession, changement de forme juridique, de raison sociale, etc.). En cas de modification de sa personnalité juridique et conformément à l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire doit solliciter l'accord préalable du Sénat sur le transfert à la nouvelle entité des droits et obligations découlant du présent marché. Cette nouvelle entité devra présenter les capacités économiques et professionnelles requises pour assurer la bonne exécution du marché, ce dont le titulaire demeurera en toute hypothèse garant solidaire auprès du Sénat pendant la durée du marché restant à courir jusqu'à son terme, reconductions tacites incluses.

7.6.4. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de prestations de service annexes, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants présenté par lui au Sénat et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Le titulaire qui souhaite avoir recours à la sous-traitance en cours d'exécution du marché présente au Sénat une déclaration de sous-traitance (imprimé DC4) mentionnant :

- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
- l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le sous-traitant, attestant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir à un marché public ;
- une attestation d'assurance pour les risques professionnels ;
- les attestations de régularité fiscale et sociale.

L'acceptation par le Sénat du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial.

7.6.5. Suivi des prestations par le titulaire

Le titulaire s'engage à satisfaire aux exigences de qualité et de livraison décrites dans le CCTP, dans le présent CCAP et aux engagements pris dans le CRA et dans le mémoire technique remis à l'appui de l'offre.

Le non-respect des dispositions du présent article, sans préjudice des pénalités prévues au marché, peut avoir pour conséquence la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 8 - ADMISSION

Les articles doivent correspondre, sous peine de refus, aux caractéristiques techniques définies dans le CCTP. Ils doivent être conformes à la commande passée et aux échantillons déposés.

Par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG-FCS, le délai relatif aux opérations de contrôle de conformité autres que celles ayant un caractère de vérification quantitative est porté à un mois.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le prix de règlement est déterminé par application des prix unitaires figurant à l'annexe de l'acte d'engagement (bordereau de prix unitaires) aux quantités exécutées conformément aux bons de commande émis par le Sénat.

Le prix de règlement hors taxe est toujours celui du prix en vigueur à la date de la commande.

Le règlement s'effectue après livraisons, sur présentation d'une **facture relative à la prestation exécutée**.

ARTICLE 10 - FACTURATION

10.1. Préfacturation (lot n° 3)

Pour le lot n° 3, une préfacturation mensuelle est mise en place. Le titulaire fournira un document de préfacturation, qui sera validé par le Sénat avant l'envoi de la facture mensuelle correspondante.

Ce document, sous format Excel, transmis en version électronique, mentionnera **pour chaque document imprimé, présenté par session dans leur ordre de dépôt (session – numéro de dépôt) :**

- le type de document et son intitulé, la session parlementaire et le numéro de dépôt du document ainsi que, le cas échéant, le destinataire en cas de retraitage ;
- la date de la commande ;
- le nombre d'exemplaires ;
- le nombre de pages du document en détaillant les pages noir et blanc et les pages couleur ;
- le prix unitaire hors taxes de chaque prestation du BPU appliquée, la quantité et le montant calculé hors taxes ;
- un éventuel sous-total du coût du document avant application des surcoûts ;
- le type, le pourcentage et le montant des éventuelles majorations ;
- le montant total HT de la TVA et TTC du document.

10.2. Facturation

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat, dans les conditions définies à l'arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020, annexé au présent CCAP.

La transmission d'une facture par tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'État, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, le règlement s'effectue après livraison, sur présentation de factures électroniques comportant les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique fondé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- pour les lots n^{os} 1 et 2 : le numéro du bon de commande ;

pour le lot n° 3 : le numéro de bon de commande est remplacé par le numéro de dépôt du document et la session parlementaire ainsi que la date de la commande – la liste est présentée classée par session et numéro de dépôt ;

- la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- pour les lots n°s 1 et 2 : la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- pour les lots n°s 1 et 2 : la quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisés ;

pour le lot n° 3 : ces éléments sont détaillés dans la pré-facturation ;

- pour les lots n°s 1 et 2 : le prix unitaire hors taxes des produits livrés et des prestations réalisées ;

pour le lot n° 3 : le prix hors taxes pour chaque document objet d'une commande ;

- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour le lot n° 3, les factures sont établies mensuellement. Elles sont fondées sur le document de préfacturation (cf. 10.1 du présent CCAP) validé par le Sénat.

10.3. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le paiement est effectué sur présentation de factures sous réserve de leur acceptation dans un délai maximal de trente (30) jours, par virement sur le compte du titulaire. En cas de retard, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de huit points. En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue aux articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de la commande publique.

Le comptable public assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier du Sénat.

ARTICLE 11 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le titulaire cède au Sénat les droits intellectuels afférents aux prestations objet du présent marché dans les conditions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

Il lui cède les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, en France et dans le monde entier, pour les besoins et finalités d'utilisation prévus au présent marché ou découlant de l'objet des prestations dudit marché.

Ces besoins et finalités d'utilisation comprennent notamment, en application de l'article 37.1.1 du CCAG-FCS, le droit de publier et utiliser, à titre de résultats, les documents préparatoires, fichiers numériques et modèles numériques de l'ensemble des documents imprimés pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ; de pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ; de permettre à tout service au sein du Sénat d'utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ; d'assurer ou de faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats ; de transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences du Sénat.

Dans le respect des droits moraux et conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, le titulaire cède au Sénat l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation liés à l'objet du présent marché.

Cette cession est consentie au Sénat à titre non exclusif, à l'exception des résultats qui, compte tenu de leur nature et en application de l'article 37.2.1 du CCAG-FCS, ont pour objet : de distinguer l'identité propre du Sénat et de ses missions de service public ou du Jardin du Luxembourg (tels que dénominations, marques, logotypes, slogans, chartes graphiques) ; de promouvoir le Sénat, le Jardin du Luxembourg ou leurs produits et services ; ou qui porteraient sur des résultats à caractère confidentiel.

Le prix de la cession est forfaitairement inclus dans le montant du marché.

ARTICLE 12 - RETARDS ET PÉNALITÉS

En cas de défaillance dans l'exécution des prestations telles que prévues dans les pièces du marché et, par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS, les pénalités, qui seront mises en œuvre sans mise en demeure préalable, sont présentées dans les tableaux ci-après.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Elles ne sont pas dues dans l'hypothèse où la cause du manquement serait imputable au Sénat.

12.1. Pour les lots n^{os} 1 et 2

Opérations	Pénalités
Défaut d'interlocuteur pour veiller à la bonne exécution du marché	200 € (par infraction)
Retard dans la délivrance du bon à tirer	50 € par jour ouvré de retard
Retard de livraison - Livraison non conforme	100 € par jour ouvré de retard (retard de livraison) ou par infraction (non-conformité)
Retard de livraison privant la prestation de sa raison d'être	Pénalité égale au montant de la prestation HT augmenté de 50 % (outre le non-paiement de la prestation)

12.2. Pour le lot n° 3

Opérations	Pénalités
Défaut d'interlocuteur pour veiller à la bonne exécution du marché (gestion du marché, production, livraison, facturation)	50 € par jour ouvré à compter du constat de carence par le Sénat.
Non transmission des informations nécessaires à l'accréditation des livreurs et intervenants (article 7.4.3 du CCAP)	50 € par jour ouvré de retard
Non réponse à la prestation demandée et dans les délais exigés	50 € par prestation
Retard dans la délivrance du bon à tirer	20 € par heure de retard
Retard de livraison	20 € par heure de retard
Livraison non conforme	100 € (par infraction)
Bon de livraison non conforme	10 €
Préfacturation non conforme	3 € par ligne non conforme
Facturation non conforme	5 € par ligne non conforme
Perte de fichier	30 € par fichier perdu
Retard dans la délivrance des fichiers d'archives sur support numérique	50 € par jour ouvré de retard

12.3. Pour l'ensemble des lots

Sous-traitance non déclarée	1 500 € (par infraction)
Manquement aux règles de sécurité (article 7.4.3 du CCAP)	1 500 € (par infraction)
Manquement aux règles de neutralité et de discrétion ; manquement aux consignes d'accès ou de circulation dans les locaux du Sénat (article 7.4.3 du CCAP)	200 € (par infraction)
Autres manquements : manquement à l'obligation de confidentialité (article 7.6.2), manquement à l'obligation d'informer le Sénat d'une modification de situation juridique (article 7.6.3), autres manquements	100 € (par infraction)

Ces pénalités sont dues, sans préjudice de la faculté pour le Sénat de résilier le marché pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré du paiement des pénalités au-dessous d'un quelconque seuil. Ces pénalités sont dues au premier euro.

Les pénalités sont directement imputées soit sur la facture correspondant aux prestations défaillantes, soit sur la ou les factures correspondant aux prestations postérieures.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DU MARCHÉ – GARANTIE D'EXÉCUTION

Le marché peut être résilié dans les conditions définies au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché par le Sénat pour un motif d'intérêt général, par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité n'est due au titulaire.

Le Sénat se réserve la possibilité de résilier le marché, après mise en demeure adressée à l'entreprise par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en cas de non-respect des obligations prévues au marché ou si l'entreprise se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations pour quelque raison que ce soit.

Sont notamment susceptibles - outre les motifs de résiliation pour faute énumérés à l'article 41 du CCAG-FCS - d'entraîner une résiliation du marché :

- le non-respect des caractéristiques des fournitures mis à disposition ;
- le non-respect constaté et répété des délais d'exécution des prestations demandées ;
- le non-respect constaté et répété des règles de la profession.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'inobservation par le titulaire d'une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou d'inexécution de prestations qui, par leur nature, ne peuvent souffrir aucun retard, le Sénat peut faire exécuter le marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 14 - CONVENTION SUR LA PREUVE

Le Sénat et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 15 - LANGUE

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

ARTICLE 16 - CONTENTIEUX

Les litiges sont portés devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04. Téléphone : 01 44 59 44 00 ; télécopie : 01 44 59 46 46.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1 - Ordre de priorité des pièces contractuelles	4 - Pièces constitutives du marché
5.3 – Mesures de sécurité	7.4.3 - Badges d'accès et immatriculation des véhicules
14 - Pénalités	12 - Pénalités
28.1 et 28.2 - Opérations de vérification	8 - Admission
2 ^{ème} alinéa 38 et 1 ^{er} alinéa 42 – Résiliation pour motif d'intérêt général	13 - Résiliation

ANNEXE - DÉMATÉRIALISATION DES FACTURES

28 mai 2020

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 107 sur 137

Informations parlementaires

SÉNAT
Session ordinaire de 2019-2020

AVIS ADMINISTRATIFS

NOR : INPS2013164X

ARRÊTÉ N° 2020-403 RELATIF À LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES FACTURES ET AU PORTAIL DE RÉCEPTION DÉMATÉRIALISÉE DES FACTURES DU SÉNAT

LES QUESTEURS,

Vu les articles 7 et 8 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires ;

Vu les articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique ;

Vu l'article 103 du Règlement du Sénat ;

Vu le Règlement budgétaire et comptable du Sénat ;

Vu l'arrêté n° 2006-274 du Bureau du 19 décembre 2006 ;

Vu l'arrêté de Questure n° 2006-1617 du 19 décembre 2006 ;

Vu le rapport n° 2020-0056 du Directeur Général des Ressources et des Moyens, en date du 20 mai 2020 ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Questure,

Arrêtent :

Article premier. – Les cocontractants du Sénat et leurs sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures sous forme électronique, lorsqu'elles donnent lieu à un mandat de paiement.

Pour l'application au Sénat de la section 1 du chapitre II du titre IX du livre I^{er} de la deuxième partie du code de la commande publique, et par dérogation à l'article L. 2192-5 du même code, la transmission des factures sous forme électronique s'effectue sur le portail de réception dématérialisée mis en place à cet effet par le Sénat ou, pour les marchés de travaux, dans les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2. – La transmission des factures sous forme électronique des titulaires de marchés de travaux et de leurs sous-traitants admis au paiement direct s'effectue sur une plateforme dédiée. Les conditions de facturation applicables sont précisées dans le cahier des charges desdits marchés.

Article 3. – Lorsque les titulaires de marchés conclus avec le Sénat ou leurs sous-traitants admis au paiement direct sont domiciliés à l'étranger, ils transmettent leurs factures sous forme électronique sur le portail prévu à l'article 1^{er} ou la plateforme prévue à l'article 2 si le contrat qui les lie au Sénat le prévoit expressément.

Article 4. – Une facture transmise par tout autre moyen que ceux mentionnés aux articles 1^{er} ou 2 est rejetée.

Article 5. – Le présent arrêté n'est pas applicable aux factures présentées par les personnes mentionnées à l'article 3 lorsqu'elles sont libellées en devises étrangères. Ces factures sont alors transmises par courrier électronique à la direction gestionnaire du Sénat.

Article 6. – Le présent arrêté entre en vigueur le 2 juin 2020 et est applicable aux contrats en cours à cette date.

Il sera publié au *Journal officiel*.

Fait en Questure, au Palais du Luxembourg,
à Paris, le 26 mai 2020.

LES QUESTEURS,
Rémy POINTEREAU
Bernard LALANDE
Vincent CAPO-CANELLAS

Pour ampliation,
Le Secrétaire Général de la Questure
Marianne BAY